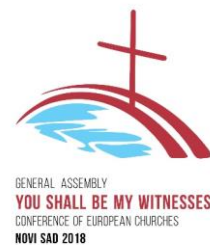


DOC ID	GEN_20
LANGUE	FRANÇAIS
ORIGINAL	Anglais



La présence et le témoignage chrétiens pour l'avenir de l'Europe

Intervention lors de la Table ronde à l'Assemblée générale de la Conférence des Eglises européennes KEK

Evêque Petra Bosse-Huber, Eglise évangélique d'Allemagne

Eminences, Excellences, chers membres de l'Assemblée générale,
Chers frères et sœurs

I. La situation en Europe et ses défis pour les Eglises

Les Eglises membres de la Conférence des Eglises européennes KEK sont la preuve vivante que dans la perspective œcuménique, l'Europe est davantage que les 28 Etats qui – pour le moment – composent l'Union européenne. La KEK rassemble des pays situés en-dehors des frontières de l'Union, et c'est cette diversité qui fait sa richesse confessionnelle, théologique et spirituelle. Il est donc fort opportun que cette Assemblée générale, signe manifeste de la communauté œcuménique avec les Eglises locales, se tienne en Serbie, bien que ce pays ne soit pas – pas encore – membre de l'UE. Je tiens ici à exprimer un chaleureux *hvala lijepa* pour le merveilleux accueil et la généreuse hospitalité qui nous ont été réservés. Lors du Sommet des Balkans occidentaux à Sofia, le 17 mai 2018, les chefs d'Etat et de gouvernement européens ont réitéré, avec leurs partenaires de toute cette région, leur conviction que cette dernière a un avenir européen. L'Europe est davantage que l'UE, mais l'appartenance à celle-ci constitue un objectif primordial pour de nombreux pays, car nos liens historiques, culturels et géographiques sont incontestables, tout comme le sont les intérêts politiques, sécuritaires et économiques des deux groupes.

Après 1945, l'union de l'Europe, née de la volonté de surmonter les inimitiés historiques, a valu aux Etats concernés une période sans précédent de paix et d'amitié, de pouvoir et de stabilité économiques, accompagnés du renforcement des structures démocratiques et de l'Etat de droit.

De nos jours, la valeur spécifique de cette entente pacifique fascine de moins en moins et est remise en question de manière toujours plus critique. D'aucuns parlent d'une crise de l'Union européenne, voire de la mise en danger de cette entente. Les fissures qui traversent l'Europe sont en tout cas évidentes: elles se manifestent par exemple dans la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, dans ce qu'on appelle la crise des réfugiés, dans les différends au sujet des réformes nécessaires de l'Union, dans la réintroduction des contrôles frontaliers dans l'espace Schengen, dans les inégalités sociales et la montée des politiques autoritaires et illibérales, essentiellement en Europe centrale et orientale, ainsi que dans le retour en force du nationalisme et du populisme.

Paradoxalement, l'une des raisons de l'aliénation de nombreux citoyens et citoyennes à l'égard de l'UE réside dans le succès même de celle-ci: pour la plupart des gens, vivre en paix est devenu si naturel que l'Europe en tant que projet de paix n'a plus aucun attrait et ne saurait plus servir de base à des intérêts communs.

Comme beaucoup d'entre vous, j'ai grandi avec un grand-père qui avait servi comme soldat dans deux guerres mondiales, du début à la fin. Pour l'enfant que j'étais, c'était un homme difficile et inapprochable. L'adulte que je suis maintenant le considère comme quelqu'un de profondément marqué par toutes ces années de guerre et de captivité, portant de nombreuses blessures et cicatrices dans son corps et son âme. A ses côtés, ma grand-mère, tout aussi dure, qui pendant ces décennies avait élevé pratiquement seule leurs douze enfants. Je possède encore, en souvenir de cette époque, une carte postale militaire de la Première Guerre mondiale, adressée par mon grand-père à ma grand-mère et je pense souvent que les souvenirs collectifs du siècle dernier sont aussi pâlis que ce morceau de carton. Mais je crois qu'il nous suffirait, dans le cadre de cette Assemblée, d'échanger nos récits familiaux pour faire apparaître immédiatement une évidence: nous avons besoin, de toute urgence, de l'Europe en tant que projet de paix – bien que son rayonnement ait perdu beaucoup de sa force.

Par ailleurs, il existe encore d'autres indices des faiblesses de l'intégration européenne. Je pense ici aux promesses de l'UE demeurées vaines: la promesse de solidarité, la promesse que nos enfants auraient une vie plus facile que la nôtre. Pour bien des gens, «l'Europe», dans la perspective de la mondialisation, représente un avenir où quelques-uns deviendront toujours plus riches, tandis que la grande majorité aura perdu pied sans espoir d'amélioration. Non seulement la crise financière et économique a détruit la confiance dans un grand nombre de pays membres, mais ses effets continuent à se faire sentir de nos jours, surtout sur les populations des pays méridionaux. Enfin, le chômage persistant de la jeunesse pèse lourdement sur de grandes parties de l'Europe.

Simultanément, la crédibilité de l'Europe en tant que haut-lieu de la liberté, de la démocratie, de l'égalité et du respect de la dignité humaine et des droits de la personne, est toujours plus contestée. C'est ainsi que sont lancées contre des Etats de l'UE des accusations de violations du principe de l'Etat de droit; les divergences en matière de répartition des migrants en danger sont inconciliables et la seule réponse commune apportée aux migrations et aux déplacements de populations consiste à dérouler des fils de fer barbelés encore plus coupants aux frontières de l'Europe et à conclure des accords avec des régimes discutables. L'UE, en tant que somme de ses Etats Membres, risque de sombrer dans une crise de crédibilité tant interne qu'externe.

Mais il existe aussi des raisons d'être optimiste et confiant, car les possibilités d'action de l'UE demeurent extraordinairement variées. Son grand potentiel démocratique, économique, social et politique la met en mesure d'assumer des responsabilités en matière de développement durable, de protection des droits de la personne, de consolidation de la paix et de prévention des conflits, ainsi que de réparation des injustices sociales. Si l'UE, n'existait pas, il faudrait l'inventer. Et j'ajouterai: si la KEK n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Les jeunes, en particulier, apprécient à sa juste valeur la libre circulation sur notre continent, qui leur fait découvrir une Europe qui favorise les rencontres et les échanges par-delà les frontières nationales. C'est pourquoi je voudrais dire à l'adresse des dignitaires politiques représentés ici: en tant qu'Eglise évangélique d'Allemagne, nous sommes convaincus qu'à l'avenir le Programme Erasmus+ devra être encore renforcé et plus généreusement financé qu'actuellement.

II. Perspective biblique

Quelle est la réponse des Eglises à la situation actuelle? La Conférence des Eglises européennes rassemble un grand nombre d'Eglises, qui ont des opinions très différentes au sujet de l'Europe, de l'orientation future de l'UE, de l'attitude à l'égard des réfugiés et de la conception de la solidarité. Cela s'est manifesté notamment dans les réponses apportées à la

Lettre ouverte de la KEK concernant l'avenir de l'UE. Le KEK a le mérite de faire voir et entendre la diversité des opinions des Eglises. Il est apparu clairement dans ce processus qu'en tant qu'Eglises nous avons des idées et des exigences diverses, mais que nous voulons agir et avancer ensemble, en soulignant ce qui nous lie.

Pourquoi pouvons-nous agir et avancer? Pourquoi devons-nous le faire?

Cette Assemblée générale pose la question de notre *témoignage* en Europe. Les chrétiennes et chrétiens que nous sommes peuvent témoigner de nos expériences de la foi qui nous unit. Dès l'origine figure au cœur même de cette foi les liens entre des personnes et des cultures très diverses. La volonté de franchir les frontières caractérise très tôt le christianisme, même si cela ne va pas sans tensions et conflits qu'il faut constamment surmonter à nouveau.

On le constate déjà dans la réaction du christianisme naissant à des tensions et conflits de ce genre. L'apôtre Paul a ainsi été confronté à une grave querelle au sein de la communauté de Corinthe, lorsque celle-ci faillit se diviser en factions antagonistes, dont chacune insistait sur son identité propre, supérieure aux autres.

Que dit Paul à ce sujet dans sa première Epître aux Corinthiens? «Soyez bien unis!» «Soyez bien unis!» (1 Co 1,10) Bien qu'il soit lui-même pris à partie dans ce conflit, il est sûr d'une chose: on ne peut avancer qu'ensemble.

Pour Paul, tous sont également appelés et élus, comme il l'écrit dans l'Epître aux Galates: «Il n'y a plus ni Juif, ni Grec; il n'y a plus ni esclave, ni homme libre; il n'y a plus l'homme et la femme; car tous vous n'êtes qu'un en Jésus Christ.» (Ga 3,28)

Voici le témoignage que nous pouvons proclamer: les différends ne doivent pas porter préjudice à l'unité et nous pouvons renforcer ce qui nous relie par-delà les frontières.

On objectera que ces affirmations de Paul concernent un groupe bien délimité de chrétiennes et de chrétiens. C'est peut-être le cas, mais il faudrait être myope pour ne pas voir que ces paroles affirment que la caractéristique fondamentale du christianisme consiste à dépasser les frontières. C'est ainsi aussi qu'on peut comprendre la parabole du Bon Samaritain (Lc 10) par laquelle Jésus expose la loi suprême de l'amour de Dieu et du prochain. Dans cette parabole, le Samaritain vient en aide au blessé israélite, ce qui revient à franchir les frontières entre les nations et les religions.

Nous autres chrétiennes et chrétiens pouvons donc témoigner de ce qui relie les humains par-delà les frontières. La *Charta Œcumenica* de 2001 peut se lire comme une nouvelle manière de proclamer l'injonction de Paul: «Soyez bien unis!» En s'engageant en faveur de l'union de l'Europe, de la réconciliation des peuples et des cultures, d'un refus clair et net du nationalisme et du respect des adeptes d'autres religions, ce texte rejette sans ambages la mise à l'écart, l'extrémisme et la xénophobie. La KEK nous offre le cadre où nous pouvons témoigner du message de la Charta Œcumenica et le vivre ensemble dans toute notre diversité.

III. Qu'est-ce que cela signifie concrètement?

Le débat au sujet des vues des Eglises sur l'avenir de l'UE, lancé par la KEK auprès de ses membres, constitue une incitation à expliciter l'importance de l'union européenne pour chaque Eglise et à donner aux différents membres de la KEK, de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud, orthodoxes, protestants ou anglicans, la possibilité de faire entendre leur voix. Les conférences régionales de la KEK et les réactions à la Lettre ouverte ont montré que les Eglises peuvent apporter une orientation chrétienne au débat et faire entendre leur voix pour ceux qui n'ont jamais la parole parce qu'ils n'ont pas de lobby.

La grande majorité des habitants de l'Europe appartiennent à une communauté de religion et la plupart sont chrétiens. L'esprit européen et l'esprit chrétien nous incitent à nous ouvrir aux autres avec assurance et à dépasser les frontières. La volonté d'être une impulsion et une

source d'engagement en Europe est un élément constitutif de la religion chrétienne. Jour après jour, des chrétiennes et des chrétiens rendent témoignage en agissant concrètement en faveur des réfugiés, en priant pour la paix dans le monde et en facilitant les échanges œcuméniques par-delà les frontières nationales. Ce faisant, ils participent véritablement au «Pèlerinage de justice et de paix».

Permettez-moi ici de formuler quelques remarques sur les positions et l'engagement de l'Eglise évangélique d'Allemagne en Europe (EKD), puisque ce débat est aussi consacré à la présence chrétienne. L'EKD est convaincue qu'à côté des partis, des syndicats et de la société civile, les Eglises et les communautés de religion sont expressément encouragées à faire connaître la pensée européenne. Il ne s'agit pas seulement d'évoquer avec pathos la cohésion européenne, mais aussi, et toujours davantage, de faire mieux comprendre l'UE et son importance, nonobstant toutes ses imperfections.

Depuis 1990, l'EKD dispose d'une représentation à Bruxelles. De nos jours, bien des décisions politiques cruciales ne se prennent plus seulement dans les capitales mais dans cette ville. C'est pourquoi notre représentation assume les relations publiques de l'Eglise sur place et se fait entendre lorsque des questions relatives à la justice, à la paix et à la sauvegarde de la création sont concernées au niveau de l'UE. C'est ainsi que notre bureau, souvent d'entente avec d'autres représentations ecclésiastiques et organisations d'inspiration religieuse – et notamment la KEK –, fait entendre les positions des Eglises sur des questions concernant la paix, le domaine social, l'environnement, l'asile et la migration dans le dialogue politique, et informe l'EKD de l'évolution au sein des instances européennes.

En outre, je suis, en ma qualité d'évêque de l'EKD pour l'étranger, responsable des communautés germanophones hors d'Allemagne, qui sont des lieux où la communauté européenne est vécue très directement. Actuellement, près de 120 pasteurs, femmes et hommes, sont mandatés par l'EKD en Europe et dans le monde. A côté de leur engagement dans les paroisses de nombreuses villes européennes, ils contribuent à favoriser les échanges culturels sur place, organisent des rencontres et des débats par-delà les frontières linguistiques et religieuses.

L'intérêt de l'EKD pour l'Europe se manifeste également dans les débats de son Synode, qui constitue son parlement. Lors de leur session de 2016 à Magdeburg, les membres du Synode ont choisi de faire porter l'essentiel de leurs débats sur l'avenir de l'Union européenne et ont adopté sur ce sujet un manifeste qui a reçu un accueil très favorable des milieux politiques.

Ce texte a pour devise les paroles de l'Evangile de Luc: «Fais cela, et tu auras la vie.» (Lc 10,28) Telle est la promesse faite à tous ceux et celles qui aiment Dieu et leur prochain: «Fais cela, et tu auras la vie.» C'est de cela qu'il s'agit lorsque nous nous posons des questions sur l'avenir de l'Europe: comment voulons-nous vivre? Demeurons-nous fidèles aux valeurs – d'inspiration chrétienne, entre autres – sur lesquelles repose l'Union européenne: respect de la dignité humaine, liberté, démocratie, égalité, Etat de droit, respect des droits de la personne? Qu'en est-il de la solidarité européenne – entre les Etats, entre les citoyennes et citoyens de l'UE?

Le Synode considère que l'Europe unie est garante de nombreuses chances et critique la position de certains Etats membres qui ne soutiennent l'idée européenne que dans la mesure où elle sert «les intérêts nationaux». Il souligne notamment que l'Eglise considère qu'elle a le devoir de rassembler les humains, par-delà les frontières. «Venir en aide aux réfugiés et aux étrangers et protéger leurs vies constitue un élément de l'existence chrétienne auquel nous ne saurions nous soustraire.» Le Synode estime qu'un «débat public à l'échelle européenne sur nos valeurs et intérêts communs» est nécessaire. Il considère que les alliances

œcuméniques, comme la KEK, peuvent jouer un rôle décisif, tout comme les partenariats d'Eglise existants. Il salue expressément l'initiative d'organiser un congrès œcuménique européen (Convention chrétienne européenne).

Le Synode exige que les personnes en quête de protection dans l'UE disposent de voies sûres et légales et s'engage en faveur d'une Europe sociale. Il salue l'intention de la Commission de l'UE de mettre l'accent sur la dimension sociale de l'Union économique et monétaire (UEM) grâce au pilier européen des droits sociaux et s'engage en faveur d'une structure de cette Union qui prenne en compte la gestion sociale (*social governance*). Par ailleurs, la capacité d'action des institutions de l'UE devrait être renforcée et la transparence assurée, tout comme la légitimation démocratique du Parlement européen. Le Synode soutient l'UE en tant que projet de paix et préconise en outre une Europe écologiquement durable, fidèle au modèle d'une «économie au service de la vie». Cette session du Synode s'est conclue sur un appel à susciter des rencontres au niveau européen. «Ne permettez pas qu'on dresse des barrières et des murs dans vos têtes et vos cœurs!» La politique est incitée à «donner aux jeunes des chances équitables d'intégrer la vie professionnelle et de participer à l'élaboration de l'avenir commun.» Le texte se termine sur un appel à participer ensemble au dialogue sur notre avenir en Europe, «parce que l'Europe, c'est nous!»

Le texte issu de cette session peut donc être considéré comme la réponse de l'EKD à la Lettre ouverte de la KEK dans la mesure où il expose l'attitude de l'Eglise à l'égard de l'Europe.

Pour conclure, je voudrais encore souligner un autre aspect: dans l'optique protestante et dans la perspective des élections européennes, il est crucial de discuter de l'Europe sur place avec les gens, pour ne pas laisser aux seuls politiciens et aux experts de Bruxelles les questions essentielles pour l'avenir du continent. Les habitants doivent être intégrés aux débats sur les futures orientations politiques et doivent se sentir pris au sérieux, eux et leurs opinions. C'est pourquoi l'EKD, à plusieurs reprises, s'est prononcée en faveur de l'instauration de dialogues citoyens au sujet de l'avenir de l'Europe. Ce sujet figure également dans l'Accord de coalition du Gouvernement fédéral. D'ici aux élections européennes seront mises en place dans toute l'Allemagne diverses réunions de débat, organisées parfois d'entente avec les Eglises protestantes des *Länder* (par ex. au Wurtemberg ou à Berlin). Dans ce même esprit, l'EKD vient de publier dix postulats concernant les défis affrontés par la démocratie. Sous le titre «Konsens und Konflikt – Politik braucht Auseinandersetzung» (Consensus et conflit – La politique a besoin d'affrontements), l'EKD souhaite susciter des dialogues vivants et sans préjugés sur les questions débattues en politique. Ce n'est que lorsque les gens se sentent entendus et reconnus, eux et leurs problèmes, que l'on peut lutter contre la lassitude à l'égard de la politique. Les paroisses peuvent devenir des lieux de rencontres et de discussions, par-delà les divergences d'opinion.

Au cœur du message de l'Eglise doit toujours figurer : «Soyez bien unis!». Il peut y avoir des différences, des positions divergentes, mais «soyez bien unis!» – car l'Europe, c'est nous.

Je vous remercie de votre attention.